

L'UE contre les fake news



La **désinformation** consiste à diffuser de fausses informations dans le but de manipuler ou de tromper des individus, des organisations ou des États.



Aujourd'hui, les fausses informations se répandent rapidement en ligne, en partie à cause des **algorithmes des plateformes et des réseaux sociaux**, qui privilégient les contenus accrocheurs pour capter l'attention des utilisateurs.



Certaines fausses informations peuvent avoir des conséquences graves : sur la santé, la démocratie, l'Europe — comme l'a illustré le Brexit —, ou encore sur l'avenir de l'humanité, à travers le climatoscepticisme.


81%

des Européens estiment que la désinformation représente une menace pour la démocratie.

76%

des Européens perçoivent les fausses nouvelles comme un enjeu dans leur pays.

LE SAVIEZ-VOUS ?



La désinformation n'étant pas illégale, l'Union européenne ne peut l'interdire sans porter atteinte à la liberté d'expression, mais elle agit pour en limiter la diffusion en collaborant avec les plateformes numériques.

Une stratégie politique visant à apporter une réponse européenne cohérente à ces défis.

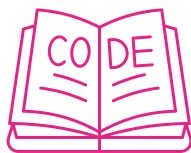
**Plan d'action
contre la
désinformation
(2018)**

**Plan d'action
pour la
démocratie
européenne
(2020)**

Une stratégie qui donne plus de pouvoir aux citoyens et consolide les démocraties à travers l'Union européenne.



De nouvelles réglementations, telles que la **Loi sur la liberté des médias**, visent à garantir le pluralisme et l'indépendance des médias dans l'UE, tout en prévoyant des mesures pour protéger les journalistes et les défenseurs des droits humains contre les poursuites judiciaires abusives.



Le **code de bonnes pratiques pour lutter contre la désinformation**, destiné aux réseaux sociaux, plateformes et annonceurs, les encourage à adopter des pratiques responsables, à supprimer les faux comptes et à rendre leurs activités plus transparentes.



Le **Rapid Alert System (RAS)** facilite le partage d'informations sur la désinformation entre les États membres et les institutions de l'UE, notamment utilisé lors de la pandémie de COVID-19 et des élections européennes.



La **task force East StratCom** repère les campagnes de désinformation émanant d'acteurs liés à la Russie et visant à porter atteinte à l'Union européenne.

